

# MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



# Mémorial

des

Großherzogthums Luxemburg.

Vendredi, 5 septembre 1902.

M 60.

Freitag, 5. September 1902.

*Arrêté du 28 août 1902, portant approbation des statuts des caisses de fabrique de la société Metz & Cie pour son usine à Eich, ses hauts-fourneaux à Dommeldange, son exploitation minière à Esch s/A. et ses hauts-fourneaux à Esch s/A., ainsi que de la Société anonyme des Mines du Luxembourg et des Forges de Sarrebruck à Esch s/A.*

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT  
DU GOUVERNEMENT ;

Vu la loi du 31 juillet 1901, concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les maladies ;

Attendu que la Société Metz & Cie, qui se trouve dans les conditions prévues par la loi, a manifesté l'intention d'instituer une caisse spéciale de secours en cas de maladie pour a) son usine à Eich, b) ses hauts-fourneaux à Dommeldange, c) son exploitation minière à Esch s/A. et d) ses hauts-fourneaux à Esch s/A. ;

Qu'il en est de même de la Société anonyme des Mines du Luxembourg et des Forges de Sarrebruck à Esch s/A. ;

Attendu que les statuts de ces caisses, établis conformément aux dispositions légales, sont en concordance avec les lois et règlements ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les statuts des caisses de secours en cas de maladie établis par la Société Metz & Cie pour a) son usine à Eich, b) ses hauts-fourneaux à Dommeldange, c) son exploi-

Beschluß vom 28. August 1902, betreffend die Genehmigung der Statuten der Fabrikassen der Gesellschaft Metz & Co. für ihre Eisenhütte zu Eich, ihre Hochofen zu Dommeldingen, ihren Bergbau-Betrieb zu Esch a. d. Alz. und ihre Hochofen zu Esch a. d. Alz. sowie der anonymen Gesellschaft «Mines du Luxembourg et Forges de Sarrebruck» zu Esch a. d. Alz.

Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 31. Juli 1901,  
die Arbeiter-Krankenversicherung betreffend;

In Erwägung, daß die Gesellschaft Metz & Co., welche dazu die gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt, erklärt hat, eine besondere Krankenkasse errichten zu wollen für die Arbeiter a) ihrer Eisenhütte zu Eich, b) ihrer Hochofen zu Dommeldingen, c) ihres Bergbau-Betriebes zu Esch a. d. Alz. und d) ihrer Hochofen zu Esch a. d. Alz. ;

Daher dies auch der Fall ist für die anonyme Gesellschaft «Mines du Luxembourg et Forges de Sarrebruck» in Esch a. d. Alz. ;

In Erwägung, daß die Statuten dieser Kassen, welche den gesetzlichen Bestimmungen gemäß aufgestellt sind, den diesbezüglichen Gesetzen und Verordnungen entsprechen ;

Beschließt :

**Art. 1.** Die Statuten der Krankenkassen 1<sup>o</sup> der Gesellschaft Metz & Co. für a) ihre Eisenhütte zu Eich, b) ihre Hochofen zu Dommeldingen, c) ihren Bergbau-Betrieb zu Esch a. d. Alz., d) ihre

tation minière à Esch s/A., d) ses hauts-fourneaux à Esch s/A.; 2<sup>e</sup> par la Société anonyme des Mines du Luxembourg et des Forges de Sarrebruck à Esch s/A. sont approuvés.

**Art. 2.** Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 28 août 1902.

*Le Ministre d'Etat, Président  
du Gouvernement,  
EYSCHEN.*

Hochöfen zu Esch a. d. Alz.; 2<sup>e</sup> der anonymen Gesellschaft « Mines du Luxembourg et Forges de Sarrebruck » in Esch a. d. Alz. werden hiermit genehmigt.

**Art. 2.** Gegenwärtiger Beschluss nebst den dazu gehörigen Kassenstatuten soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 28. August 1902.

*Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung,  
Eyschen.*

#### **Statuts de la caisse de secours en cas de maladie des Forges Metz & Cie d'Eich.**

*Nom et siège de la Caisse.*

**Art. 1<sup>e</sup>.** La Société en commandite des Forges d'Eich, Metz et Cie, institue, en vertu de l'art. 44 de la loi du 31 juillet 1901, une caisse de secours qui portera le nom de *Caisse de secours en cas de maladie pour les ouvriers et surveillants de l'établissement d'Eich*, et aura son siège à Eich.

*Accompte obligatoire.*

**Art. 2.** Toutes les personnes occupées dans la fabrique de MM. Metz et Cie et touchant un traitement ou un salaire deviennent, du jour de leur entrée au service, membres de la Caisse, à moins que leur occupation ne soit passagère par nature, ou que, par le contrat de travail, elle ne se trouve d'avance limitée à une durée de moins d'une semaine.

Sont dispensés de l'obligation de l'assurance :

- a) les employés, fonctionnaires d'exploitation, surveillants et employés techniques occupés moyennant un traitement mensuel et qui ont droit, en cas de maladie, au paiement de leur traitement pendant treize semaines;
- b) les personnes qui prouvent qu'elles sont membres d'une société de secours mutuels agréée par le Gouvernement (art. 3<sup>a</sup> de la loi).

Tes tantièmes et rémunérations en nature sont assimilés au traitement ou salaire.

Doivent être, sur leur demande, dispensées de l'obligation de l'assurance les personnes qui, en cas de maladie, peuvent revendiquer, au moins pendant treize semaines, soit le paiement non interrompu de leur traitement ou salaire, soit la délivrance de secours équivalant à ceux fixés par l'art. 44 de la loi.

Les membres assujettis à l'obligation de l'assurance reçoivent, au plus tard le premier jour de paye qui suit

leur entrée, un exemplaire des présents statuts. Ils sont obligés de rester membres de la Caisse tant qu'ils sont occupés dans la fabrique ; mais ils peuvent en sortir à la fin d'un exercice, s'ils en adressent la demande au comité directeur de la Caisse au moins trois mois à l'avance et qu'ils établissent, avant la fin de l'exercice, qu'ils sont membres d'une des sociétés de secours mutuels qui satisfont aux prescriptions de l'art. 3<sup>a</sup> de la loi.

*Assurance facultative.*

**Art. 3.** 1<sup>e</sup> Toutes les personnes non soumises à l'obligation de l'assurance et travaillant dans la fabrique ont le droit de s'affilier à la Caisse. L'admission a lieu par voie de déclaration verbale ou écrite adressée au comité directeur de la Caisse, mais ne donne aucun droit à des secours pour une maladie existant déjà au moment de cette déclaration.

Le comité directeur de la Caisse peut faire examiner par un médecin l'état de santé des personnes qui veulent s'affilier volontairement à la Caisse. Lorsque, à la suite de cet examen, il est établi non pas que la personne est actuellement malade, mais que l'état de santé n'est pas un état normal, le droit aux secours ne sera ouvert qu'après un délai de six semaines à partir du jour de son admission.

Les personnes qui se sont affiliées volontairement à la Caisse reçoivent du comité directeur de la Caisse, au plus tard le premier jour de paye qui suit leur déclaration, un accusé de réception de cette déclaration accompagné d'un exemplaire des statuts.

2<sup>e</sup> Les membres de la Caisse qui quittent leur occupation dans la fabrique sans en prendre une autre en vertu de laquelle ils deviendraient membres d'une autre caisse de fabrique ou d'une caisse régionale, restent

membres volontaires de la Caisse aussi longtemps qu'ils résident dans sa circonscription et qu'ils en paient les cotisations entières, y compris la part contributive des patrons, à moins qu'ils ne déclarent leur intention contraire, dans le délai d'une semaine, au comité directeur de la Caisse.

Les personnes qui, après avoir quitté la fabrique, continuent de rester membres de la Caisse, ne peuvent ni exercer le droit de vote, ni remplir aucun emploi de la Caisse.

3<sup>e</sup> Les personnes non soumises à l'obligation de l'assurance cessent d'être membres de la Caisse :

a) après avoir adressé au comité directeur de la Caisse une déclaration de sortie, verbale ou écrite ;

b) lorsqu'à deux échéances successives elles n'ont pas payé leur cotisation intégrale

*Exclusion de la Caisse.*

**Art. 4.** Le comité directeur peut exclure de la Caisse les membres volontaires qui ont posé, à plusieurs reprises, des actes frauduleux au détriment de la Caisse.

*Secours en cas de maladie aux membres de la Caisse occupés dans l'établissement.*

**Art. 5.** Il est accordé aux membres de la Caisse occupés dans la fabrique, à titre de secours en cas de maladie :

I. A partir du commencement de la maladie, la gratuité des soins médicaux, les médicaments, ainsi que les lunettes, bandages et autres moyens thérapeutiques ordinaires.

A ces fins, le comité directeur de la Caisse conclura des conventions avec des médecins, des pharmaciens et des hôpitaux, s'il y a moyen pour les derniers. Ces conventions seront dressées en double et par écrit et seront soumises à l'avis du Collège médical; leur durée ne pourra dépasser trois années.

II. En cas d'incapacité de travail pendant treize semaines à partir du début de la maladie et pour chaque jour, y compris les dimanches et jours de fête, un secours en argent s'élevant à la moitié du salaire réel de l'assuré en tant qu'il ne dépasse pas cinq francs par jour. Pour les membres de la Caisse qui travaillent à forfait, ou dont le salaire quotidien est variable, on prend pour base la moyenne du gain pendant les trois dernières périodes de paye qui ont précédé la maladie, ou, si le membre de la Caisse tombé malade n'a pas été occupé pendant tout ce temps dans l'établissement, le gain moyen d'un autre membre faisant un travail du même genre. La détermination est faite par le comité directeur de la Caisse, d'après le tableau des salaires.

Les secours revenant aux malades seront payés hebdomadairement à un jour qui sera fixé par le comité.

Les secours médicaux sont accordés pour la durée de la maladie.

*Secours en cas de maladie aux membres de la Caisse qui ne sont pas occupés dans l'établissement.*

**Art. 6.** Les assurés qui, après avoir quitté la fabrique, continuent à rester membres de la Caisse (art. 3, n° 2) reçoivent, en cas de maladie, tant qu'ils demeurent sur le territoire de la commune d'Eich, les secours conformément à l'art. 6 d'après la moyenne de leur salaire pendant les trois périodes de paye qui ont précédé leur départ de la fabrique.

*Traitements à l'hôpital.*

**Art. 7.** Le comité directeur de la Caisse peut, à la place des secours prévus aux art. 6 et 7, accorder la gratuité du traitement et des soins dans un hôpital, savoir :

1<sup>e</sup> aux membres mariés, à ceux qui ont un ménage à eux ou qui font partie du ménage de leur famille, soit avec leur consentement, soit indépendamment de celui ci, lorsque la nature de leur maladie exige un traitement ou des soins auxquels la famille du malade ne peut suffire, ou lorsque la maladie est contagieuse, ou lorsque le malade aura méconnu itérativement les prescriptions de l'art. 47 n° 2, ou enfin lorsque l'état où la conduite du malade exige une observation continue, ce qui sera décidé par le médecin traitant;

2<sup>e</sup> aux autres malades sans condition.

Lorsque le malade admis dans un hôpital a des personnes de sa famille à l'entretien desquelles il a pourvu jusqu'alors en tout ou en partie à l'aide de son salaire, il est accordé, outre la gratuité du traitement et des soins, la moitié du secours en argent fixé aux art. 6 et 7.

Lorsque le malade admis dans un hôpital n'a pas de proches qu'il entretenait avec son salaire, il lui est accordé, outre la gratuité du traitement et des soins, un secours en argent s'élevant au huitième du salaire quotidien moyen, fixé à l'art. 6.

**Art. 8.** Le secours pécuniaire n'est payé que sur la présentation d'un billet de malade délivré par un médecin et indiquant le nombre de jours pendant lesquels le malade a été incapable de travailler durant la semaine précédente. Le premier billet doit indiquer le début de la maladie, le dernier celui du établissement.

Les assurés malades doivent suivre consciencieusement les prescriptions du médecin, ne faire aucune action qu'il juge devoir nuire à la guérison et ne prendre du travail qu'avec son approbation expresse. Ils ne

doivent pas, sans la permission du comité, fréquenter des lieux publics ou des débits de boissons. Les membres qui contreviennent à ces prescriptions peuvent être frappés par le comité d'une amende d'ordre ne dépassant pas vingt francs.

*Obligations particulières, en cas de maladie, des membres de la Caisse qui ont quitté la fabrique.*

**Art. 9.** Pour recevoir le secours pécuniaire en cas de maladie, les membres de la Caisse désignés à l'art. 3 § 2 doivent faire parvenir, sans frais, au comité directeur de la Caisse, un certificat de maladie délivré par un médecin agréé et indiquant le nombre des jours pendant lesquels le malade a été incapable de travailler, ainsi que, pour la première fois, le jour où il est tombé malade.

A ce premier certificat de maladie doit être jointe une attestation émanant de l'autorité communale du lieu de résidence, constatant que les occupations actuelles du malade ne le rattachent pas également à une autre caisse, ou qu'il n'est pas devenu de fait membre d'une autre caisse.

Le malade doit faire toucher l'indemnité à la caisse en personne ou par un mandataire, à moins qu'il ne demande, en envoyant le certificat de maladie, qu'elle lui soit adressée, à ses frais, par mandat-poste.

Le comité directeur de la Caisse est également autorisé à établir des prescriptions de surveillance spéciales pour tous les membres qui ont quitté la fabrique. Si ces prescriptions ne sont pas observées, le comité directeur de la Caisse pourra infliger une amende pouvant atteindre vingt francs et refuser le paiement du secours en argent jusqu'à ce que le droit d'en exiger l'allocation soit établi.

*Réduction des secours de maladie pour cause de double assurance.*

**Art. 10.** Tout assuré est tenu, sous peine d'amende pouvant atteindre vingt francs, de faire au comité directeur de la caisse, dans les six jours qui suivent celui de son entrée dans une autre caisse, ou celui de son affiliation à une autre assurance contre la maladie, la déclaration de la nouvelle assurance qu'il a contractée personnellement ou qu'ont contractée les membres de sa famille, et de répondre consciencieusement à toutes les questions que peut lui faire le comité directeur sur cette autre assurance.

Pour le membre affilié à une autre assurance contre la maladie, le secours pécuniaire déterminé par les art. 6 et 7 est réduit dans une proportion telle que l'ensemble du secours en argent ne dénasse pas l'inté-

gralité de la moyenne du salaire quotidien moyen de la catégorie d'assurés à laquelle appartient l'intéressé.

*Suppression ou suspension des secours en cas de maladie.*

**Art. 11.** Le comité directeur de la Caisse est autorisé à supprimer complètement ou partiellement le secours en argent des art. 6 et 7 aux assurés qui se sont attiré leur maladie soit volontairement, soit par leur participation coupable à des batailles ou à des rixes, soit par ivresse ou débauche.

*Indemnité funéraire.*

**Art. 12.** En cas de décès d'un membre, une indemnité funéraire s'élevant à 80 francs est payée aux ayants-droit.

*Secours en cas de maladie survenue après la sortie de la caisse.*

**Art. 13.** Les membres qui tombent malades après leur sortie de la caisse de fabrique conservent le droit au minimum des secours, mais seulement pour un temps qui ne peut excéder celui depuis lequel ils sont membres de la caisse et au plus pour trois semaines.

Si, dans ces cas, les ayants-droit résident en dehors du rayon de la caisse, l'art. 53 de la loi du 31 juillet 1904 est applicable.

*Cotisations.*

**Art. 14.** Le montant des cotisations est fixé à 3 pct. du salaire réel de l'assuré, déterminé d'après l'art. 6 n° 2, en tant que ce salaire ne dépasse pas cinq francs par jour.

Chaque jour de paye, le patron verse à la Caisse, pour les termes de paye expirés, les cotisations dues par les assurés soumis à l'obligation de l'assurance, occupés dans la fabrique. Les autres assurés versent leurs cotisations sans frais, et les mêmes jours, au comptable.

Aucune cotisation n'est payée pour la période d'in-capacité de travail.

Relativement aux cotisations à payer, chaque semaine d'une période de paye sera comptée à raison de six jours de travail, sans égard aux jours de fête, tandis que les jours ouvrables pendant lesquels la fabrique n'a pas marché, ne seront pas mis en compte.

**Art. 15.** Le patron est autorisé à retenir, lors de chaque paye régulière, à ses ouvriers soumis à l'obligation de l'assurance, les deux tiers du montant des cotisations qu'il paye pour eux, en ce qui concerne la part qui se rapporte à la période de paye.

En cas de contestation entre le patron et les personnes qu'il occupe, sur la fixation et l'imputation des

cotisations à payer par celles-ci, l'autorité de surveillance statue (art. 42 de la loi).

*Autres recettes de la Caisse.*

**Art. 16.** Outre les dons qui pourront lui être faits et les amendes qui lui seront versées en vertu de dispositions légales, la caisse reçoit encore les amendes fixées par le comité directeur en vertu des statuts et celles qui sont établies par règlement de fabrique. Les indemnités payées pour des dommages causés ne sont pas considérées comme des amendes.

*Droits particuliers de la Caisse.*

**Art. 17.** La Caisse est un établissement d'utilité publique et jouit des droits accordés par l'art. 13 de la loi.

Pour toutes les obligations contractées par la Caisse, l'avoir de la Caisse est la seule garantie des créanciers.

Les secours que les assurés ont le droit de réclamer à la Caisse ne peuvent être légalement ni saisis, ni cédés, ni engagés, ni imputés, si ce n'est sur des cotisations arriérées.

*Tenue de la Caisse et comptabilité.*

**Art. 18.** Le patron nomme, sous sa propre responsabilité et à ses frais, un comptable qui est chargé de toute la comptabilité et de la tenue de la Caisse.

Le compte des recettes et dépenses de la Caisse doit être distinct du compte de toutes les recettes et dépenses étrangères à la Caisse ; les fonds de celle-ci doivent être conservés à part.

Le comptable doit tenir un livre de caisse où sont inscrites toutes les recettes et toutes les dépenses de la Caisse. Ce livre de caisse doit être constamment à jour, de manière à faire connaître en tout temps l'état de la Caisse. Le comptable établit tous les ans un compte de fin d'année, ainsi que les relevés prescrits sur les membres de la Caisse, sur les cas de maladie et de décès, sur les cotisations perçues et les secours fournis ; tous ces documents, après avoir été examinés et arrêtés par le comité directeur de la Caisse, doivent être soumis à l'autorité de surveillance.

Le comité directeur de la Caisse doit arrêter le compte de fin d'année établi par le comptable, le soumettre avec toutes les pièces justificatives à l'examen de la commission de révision (art. 32 n° 4) et demander, avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante au plus tard, décharge dudit compte à l'assemblée générale.

**Art. 19.** Si une maladie est la suite d'un accident donnant lieu à réparation conformément à la loi sur l'assurance contre les accidents et si l'incapacité de travail se continue au-delà de la quatrième semaine qui

suit le début de la maladie, le caissier-comptable est tenu d'en faire la communication au comité directeur de l'association d'assurance contre les accidents et ce dans le courant de la semaine qui suit l'expiration du délai précisé indiqué de quatre semaines.

*Placement des fonds de la Caisse.*

**Art. 20.** La Caisse doit toujours contenir, pour couvrir les dépenses courantes, une somme qui toutefois ne doit pas dépasser, en général, le montant des dépenses d'un mois. Les fonds en excédant doivent être placés au nom de la Caisse, conformément à la prescription de l'art. 36 de la loi.

Si les fonds ne suffisent pas à couvrir les dépenses courantes, le patron doit faire les avances nécessaires, qui lui sont restituées sur les excédants éventuels de recettes.

Les valeurs qui font partie de l'avoir de la Caisse et qui n'ont pas été acquises pour la Caisse dans le seul but de faire un placement temporaire de fonds momentanément disponibles, doivent être déposées à la Recette générale (art. 36 de la loi). Les récépissés de dépôt doivent être conservés avec les fonds en caisse.

*Fonds de réserve.*

**Art. 21.** La Caisse doit constituer un fonds de réserve au moins égal au montant de la moyenne des dépenses annuelles des trois dernières années, et le compléter, s'il y a lieu, jusqu'à ce chiffre. Tant que le fonds de réserve n'a pas atteint ce chiffre, il lui doit être affecté un dixième au moins du montant des cotisations d'une année.

*Augmentation des cotisations et réduction des secours.*

**Art. 22.** Lorsqu'il résulte des comptes annuels que les recettes de la Caisse ne suffisent pas à couvrir ses dépenses, y compris les sommes destinées à former et à compléter son fonds de réserve, il faut réduire les secours de la Caisse jusqu'au minimum établi par l'art. 14 de la loi et augmenter les cotisations restant à charge des assurés jusqu'à 3 pct. du salaire quotidien moyen ou du salaire réel. (Art. 47 de la loi.)

Si dans ce cas les dépenses ne sont pas encore couvertes par les recettes ordinaires, les patrons sont tenus de fournir, de leurs propres deniers, les suppléments nécessaires, dont ils ne peuvent jamais réclamer le remboursement, alors même que la Caisse se trouverait plus tard dans de meilleures conditions.

*Réduction des cotisations et augmentation des secours.*

**Art. 23.** S'il résulte des comptes de l'année que les recettes annuelles dépassent les dépenses annuelles, il

faut, si la fonds de réserve a atteint le double de la moyenne des dépenses annuelles, procéder soit à une diminution des cotisations, soit à une augmentation des secours.

*Dispositions générales sur les cotisations et les secours*

**Art. 24.** Les membres de la Caisse ne sont tenus à l'égard de celle-ci qu'au paiement des cotisations fixées par les présents statuts. D'autres cotisations ne peuvent être prélevées sur eux.

Il n'est pas permis de faire payer des cotisations aux assurés, ni d'employer l'avoir de la Caisse pour des objets autres que les secours établis par les statuts, la constitution et le complément statutaires du fonds de réserve, et le paiement des frais d'administration.

*Organes de la Caisse.*

**Art. 25.** Les organes de la Caisse sont le comité directeur et l'assemblée générale.

*Composition du comité directeur de la Caisse.*

**Art. 26.** Le comité directeur de la Caisse se compose :

a) du patron ou d'un délégué du patron, comme président, et du comptable, qui est, en même temps vice-président ; ce dernier est nommé par le patron pour une période de deux ans;

b) de cinq assesseurs, élus par l'assemblée générale et en l'absence de toute participation des délégués du patron, pour une période de quatre ans, parmi les membres de la Caisse ayant droit de vote.

Dès que les cotisations incomptant aux assurés excèdent, les cinq septièmes du total des cotisations, un sixième assesseur, et, dès qu'elles excèdent six huitièmes, un septième doit être nommé aux élections suivantes.

L'élection des assesseurs peut se faire par acclamation, s'il ne s'élève pas d'opposition dans le sein de l'assemblée générale. Dans le cas contraire, l'élection a lieu au scrutin secret, et chaque électeur écrit sur son bulletin de vote autant de noms qu'il y a de membres à élire. Sont élus ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. Les voix qui sont données à des personnes non éligibles, ou qui n'indiquent pas clairement les élus, ne sont pas comptées. En cas d'égalité de voix, le tirage au sort effectué par le président décide.

L'élection est dirigée par le président du comité ou par un délégué désigné à cet effet. La première élection qui suit la constitution de la Caisse, ainsi que les élections ultérieures où le comité fait défaut, sont dirigées par un délégué de l'autorité de surveillance.

Tous les deux ans trois et resp. deux assesseurs sortent alternativement du comité. Les trois assesseurs qui sortent à la fin de la première année sont désignés par le sort. Les nouvelles élections ont lieu dans le mois de décembre. Les élus entrent en fonctions le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante. Jusqu'au jour de l'entrée en fonctions des nouveaux membres, les membres sortants restent en exercice.

Lorsque plus de deux assesseurs se retirent avant l'expiration de leurs fonctions, une assemblée générale est convoquée sans délai pour élire des successeurs à tous les assesseurs sortants. La durée des fonctions des nouveaux élus cesse avec l'année fixée comme terme à celles des assesseurs sortants.

Procès-verbal doit être dressé de toute opération électorale.

Le comité doit aviser l'autorité de surveillance, dans le délai d'une semaine, de toute modification survenue dans sa composition et du résultat de chaque élection.

Si cet avis n'est pas donné, la modification n'est opposable aux tiers que s'il est prouvé qu'ils en ont eu connaissance.

*Droits et obligations du comité directeur.*

**Art. 27.** Le comité directeur représente la Caisse en justice et extra-judiciairement. Cette représentation s'étend également aux affaires et actes juridiques pour lesquels la loi exige une procuration spéciale.

Les conventions sont conclues au nom de la Caisse par le président du comité et par deux assesseurs. Pour toutes les autres affaires juridiques et déclarations le président représente le comité au dehors. La légitimation du comité ou de son président dans toutes les affaires s'opère à l'aide d'une attestation délivrée par l'autorité de surveillance.

Le comité est chargé de l'expédition de toutes les affaires de la Caisse, dont la loi ou les statuts ne chargent pas l'assemblée générale.

Le président convoque le comité toutes les fois que l'état des affaires l'exige. Il est obligé de convoquer le comité dans les dix jours, lorsque deux assesseurs en font la demande. La convocation a lieu par circulaire. Le comité est en nombre pour délibérer, lorsque le président ou le vice-président et trois assesseurs au moins sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix ; s'il y a égalité de voix, celle du président est prépondérante. Les procès-verbaux des délibérations doivent être inscrits sur un registre spécial.

Le comité peut déléguer des personnes choisies dans son sein, afin de vérifier, par des visites, l'état de santé des personnes déclarées malades.

Les membres du comité remplissent leurs fonctions gratuitement.

Les membres du comité sont responsables envers la Caisse de la régularité de leur administration, conformément à l'art. 38 de la loi.

*Composition de l'assemblée générale.*

**Art. 28.** L'assemblée générale se compose de tous les membres de la Caisse qui sont majeurs et en possession de leurs droits civils, à l'exception des membres qui appartiennent à la Caisse en vertu de l'art. 3 n° 2 ainsi que de deux délégués du patron. (Voir pourtant art. 26 § 3 des statuts.)

Chaque membre a une voix. Les délégués du patron ont ensemble une voix pour chaque groupe de deux membres de l'assemblée générale, occupés dans la fabrique, soumis à l'obligation de l'assurance et ayant droit de vote.

*Règlement de l'assemblée générale.*

**Art. 29.** Le comité convoque l'assemblée générale au moins trois jours à l'avance par des affiches apposées dans les différents locaux de la fabrique, avec indication des questions qui doivent faire l'objet des délibérations.

~~Des assemblées générales ordinaires ont lieu~~

1<sup>o</sup> au mois d'octobre pour l'élection de la commission de révision et la nouvelle élection partielle du comité ;

2<sup>o</sup> en décembre de chaque année pour délibérer sur la décharge à donner du compte annuel.

Le comité convoque des assemblées générales extraordinaires toutes les fois qu'il en est besoin. Il faut que la convocation de l'assemblée générale ait lieu dans un délai de trois semaines, lorsque la dixième partie des assurés en fait la demande.

Toute assemblée générale dûment convoquée peut prendre des décisions.

L'assemblée générale est présidée par celui des délégués du patron que ce dernier désigne.

Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix représentées dans l'assemblée, à moins que les présents statuts n'en décident autrement relativement à certains objets déterminés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

**Art. 30.** Outre les élections à effectuer pour le comité directeur, l'assemblée générale est encore chargée :

1<sup>o</sup> de recevoir le compte annuel et d'élire une commission de révision composée de trois personnes, ap-

pelées à examiner le dit compte ; il n'est pas nécessaire que ces personnes soient membres de la Caisse ;

2<sup>o</sup> de statuer sur la poursuite des réclamations que la Caisse peut avoir à exercer contre les membres du comité directeur du fait de leur gestion, et sur l'élection des personnes qui doivent en être chargées ;

3<sup>o</sup> de régler les soins gratuits des médecins et les fournitures des médicaments, après avis du Collège médical ;

4<sup>o</sup> de statuer sur les modifications des statuts, notamment sur les modifications relatives aux secours et aux cotisations, à moins que ces modifications ne s'opèrent conformément aux statuts à la suite d'un changement dans la fixation du salaire quotidien moyen ;

5<sup>o</sup> de statuer sur les demandes en dissolution de la Caisse, présentées par le patron.

Dans les délibérations et les élections visées aux n° 1 et 2, les délégués du patron n'ont pas voix délibérative. Les délibérations sont dirigées, en l'absence des délégués du patron, par un président de l'assemblée générale élu parmi ses membres. Au reste, les dispositions de l'art. 28, § 3, sont applicables à ces élections.

La dissolution de la Caisse ne peut être décidée que par les deux tiers des voix représentées à l'assemblée.

*Contestations et recours.*

**Art. 31.** Toutes les réclamations relatives aux secours doivent être adressées par écrit à la direction pour y statuer en premier lieu.

Pour le surplus il sera procédé conformément aux règles édictées par l'art. 42 de la loi.

Les recours contre les décisions de l'autorité de surveillance statuant sur des amendes d'ordre et les recours administratifs sont à traiter conformément à l'art. 54 de la loi.

Si la Caisse entend faire usage de son droit de recours contre une décision du Gouvernement, l'art. 26 § 3 et 43 § 2 de la loi, l'assemblée générale doit prendre une décision à cet égard dans les formes ordinaires et charger de cette mission la direction ou un ou plusieurs membres de celle-ci.

*Surveillance de la Caisse et mise en vigueur.*

La surveillance de la Caisse est exercée par l'inspecteur du Travail sous la haute surveillance du Gouvernement.

Les présents statuts ont été établis par MM. Metz et Cie, après avoir entendu les personnes occupées dans leur fabrique à Eich, et ils entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1902.

Les statuts des quatre autres caisses visées par l'arrêté qui précède sont identiquement les mêmes que ceux reproduits ci-avant, sauf que le siège

1<sup>e</sup> de la caisse de fabrique des hauts-fourneaux de Dommeldange est à Dommeldange;

2<sup>e</sup> de la caisse de fabrique de l'exploitation minière d'Esch s/A. est à Esch s/A.;

3<sup>e</sup> de la caisse de fabrique des hauts-fourneaux d'Esch s/A. est à Esch s/A.;

4<sup>e</sup> de la caisse de fabrique de la Société des Mines du Luxembourg et des Forges de Sarrebruck est à Esch s/A.

*Arrêté du 29 août 1902, portant approbation des statuts des caisses de fabrique de la société anonyme des « Draperies Luxembourgeoises » pour ses établissements à Ettelbrück, à Pulvermühl et à Schleismühl.*

LE MINISTRE D'ETAT, PRÉSIDENT  
DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi du 31 juillet 1901, concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les maladies;

Attendu que la société anonyme « Draperies Luxembourgeoises », qui se trouve dans les conditions prévues par la loi, a manifesté l'intention d'instituer une caisse spéciale de secours en cas de maladie pour ses établissements a) à Ettelbrück, b) à Pulvermühl et c) à Schleismühl;

Attendu que les statuts de ces caisses, établis conformément aux dispositions légales, sont en concordance avec les lois et règlements;

Arrête :

**Art. 1<sup>r</sup>.** Les statuts des caisses de secours en cas de maladie établis par la société anonyme des « Draperies Luxembourgeoises » pour ses établissements a) à Ettelbrück, b) à Pulvermühl et c) à Schleismühl, sont approuvés.

**Art. 2.** Le présent arrêté avec les statuts y annexés sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 août 1902.

Le Ministre d'Etat, Président  
du Gouvernement,  
EYSCHEN.

Die Statuten der vier anderen in vorhergehendem Beschuß angezogenen Kassen stimmen mit den vorstehenden genau überein, mit dem Vorbehalt, daß der Sitz der Krankenkasse

1) der Hochöfen zu Dommeldingen zu Dommeldingen;

2) des Bergbau-Betriebs zu Esch a. d. Alz. zu Esch a. d. Alz.;

3) der Hochöfen zu Esch a. d. Alz. zu Esch a. d. Alz.;

4) der Gesellschaft « Mines du Luxembourg et Forges de Sarrebruck » zu Esch a. d. Alz. ist.

**Beschluß vom 29. August 1902, betreffend die Genehmigung der Statuten der Fabrikkassen der anonymen Gesellschaft „Draperies luxembourgeoises“ für ihre Fabriken zu Ettelbrück, zu Pulvermühl und zu Schleismühl.**

Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 31. Juli 1901, die Arbeiter-Krankenversicherung betreffend;

In Erwägung, daß die anonyme Gesellschaft « Draperies Luxembourgeoises », welche die gesetzlichen Vorschriften dazu erfüllt, erklärt hat, eine besondere Krankenkasse errichten zu wollen für die Arbeiter ihrer Fabriken a) zu Ettelbrück, b) zu Pulvermühl und c) zu Schleismühl;

In Erwägung, daß die Statuten dieser Kassen, welche den gesetzlichen Bestimmungen gemäß aufgestellt sind, den diesbezüglichen Gesetzen und Verordnungen entsprechen;

Beschließt :

**Art. 1.** Die Statuten der Krankenkassen der anonymen Gesellschaft « Draperies Luxembourgeoises » für ihre Fabriken a) zu Ettelbrück, b) zu Pulvermühl und c) zu Schleismühl, werden hiermit genehmigt.

**Art. 2.** Gegenwärtiger Beschuß nebst den dazu gehörigen Kassenstatuten soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 29. August 1902.

Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung,  
Eyschen.

### **Statuten der Krankenkasse der Draperies Luxembourgeoises zu Ettelbrück**

#### *Name und Sitz der Kasse.*

**Art. 1.** Die Firma *Draperies Luxembourgeoises* zu Ettelbrück errichtet auf Grund des Art. 44 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 eine Krankenkasse, welche den Namen «Krankenkasse für die Fabrik der Draperies Luxembourgeoises» führt und ihren Sitz zu Ettelbrück hat.

#### *Versicherungspflicht.*

**Art. 2.** Alle in der Fabrik der *Draperies Luxembourgeoises* gegen Gehalt oder Lohn beschäftigten Personen gehören mit dem Tage des Eintritts in die Beschäftigung, der Kasse als versicherungspflichtige Mitglieder an, sofern die Beschäftigung nicht durch die Natur ihres Gegenstandes nur vorübergehend, oder im Voraus durch den Arbeitsvertrag auf einen Zeitraum von weniger als einer Woche beschränkt ist.

Befreit von dieser Versicherungspflicht sind:

a; Betriebsbeamte, deren Arbeitsverdienst an Gehalt oder Lohn 10 Franken für den Arbeitstag oder 3000 Franken für das Jahr übersteigt;

b) diejenigen Personen, welche den Nachweis erbringen, dass sie Mitglieder einer von der Regierung zugelassenen auf Gegenseitigkeit beruhenden Hülfskasse sind. (Art. 3a des Gesetzes.)

Als Gehalt oder Lohn gelten auch Tantiemen oder Naturalbezüge.

Auf ihren Antrag sind diejenigen Personen vom Versicherungszwang zu entbinden, welche für den Fall der Erkrankung ein Rechtsanspruch während wenigstens dreizehn Wochen, entweder auf fortgesetzte Lohn- oder Gehaltsauszahlung, oder auf eine den Bestimmungen des Art. 14 des Krankenversicherungsgesetzes entsprechende oder gleichwertige Unterstützung zusteht.

Die versicherungspflichtigen Mitglieder erhalten spätestens am ersten Löhntag nach ihrem Eintritt ein Exemplar dieses Statuts. Sie müssen Mitglieder der Kasse bleiben, so lange ihre Beschäftigung in der Fabrik dauert, können aber mit dem Schluss des Rechnungsjahres austreten, wenn sie den Austritt spätestens drei Monate vorher bei dem Kassenvorstande beantragen und vor dem Schluss des Rechnungsjahrs nachweisen, dass sie Mitglieder einer den Anforderungen des Art. 3a des Krankenversicherungsgesetzes genügenden Hülfskasse geworden sind.

#### *Freiwillige Mitgliedschaft.*

**Art. 3.** f. Alle nicht versicherungspflichtige Personen, welche in der Fabrik beschäftigt sind, können der Kasse durch schriftliche oder mündliche Anmeldung bei dem Kassenvorstande beitreten; sie erhalten aber keinen Anspruch auf Unterstützung im Falle einer bereits zur Zeit dieser Anmeldung eingetretenen Erkrankung.

Der Kassenvorstand kann den Gesundheitszustand sol-

cher freiwilliger Mitglieder ärztlich untersuchen lassen. Ergibt die Untersuchung zwar keine bereits eingetretene Erkrankung, aber einen nicht normalen Gesundheitszustand, so wird der Anspruch auf Krankenunterstützung erst nach Ablauf von sechs Wochen, vom Tage der Aufnahme ab erworben.

Freiwillig beitretende Personen erhalten vom Kassenvorstand spätestens am ersten Löhntag nach bewirkter Anmeldung eine Bescheinigung über dieselbe mit einem Exemplar dieses Statuts.

2. Kassenmitglieder, welche aus der Fabrik scheiden, und nicht zu einer Beschäftigung übergehen, vermöge welcher sie Mitglieder einer andern Betriebs- (Fabrik-) oder einer Bezirkskrankenversicherungskasse werden, bleiben so lange freiwillige Mitglieder, als sie im Kreis der Kasse sich aufhalten und die vollen Kassenbeiträge einschließlich des Zuschusses der Arbeitgeber entrichten; es sei denn, dass sie binnen einer Woche bei dem Vorstande anderweitige Absichten bekunden.

Die nach dem Ausscheiden aus der Fabrik bei der Kasse verbliebenen Personen können weder Stimmrecht ausüben, noch Kassewämter bekleiden.

3. Die Mitgliedschaft für nicht versicherungspflichtige Personen erlischt:

a) durch mündliche oder schriftliche Auskunftsklärung an den Kassenvorstand;

b) wenn an zwei aufeinanderfolgenden Zahlungsterminen nicht die vollen Beiträge geleistet werden.

#### *Eintrittsgeld.*

**Art. 4.** Ein Eintrittsgeld im Betrage des für sechs Wochen zu leistenden vollen Kassenbeitrages wird nur von denjenigen neu beitretenden Mitgliedern erhoben, welche seit den letzten dreizehn Wochen keiner anderen Krankenkasse angehört haben.

Das Eintrittsgeld ist von zu dessen Zahlung verpflichteten Mitgliedern an dem Fälligkeitstermin des ersten ordentlichen Beitrages zu entrichten.

#### *Ausschluss aus der Krankenkasse.*

**Art. 5.** Freiwillige Kassenmitglieder, welche wiederholt der Kasse durch betrügerische Handlungen geschadet haben, können vom Vorstande aus der Kasse ausgeschlossen werden.

#### *Krankenunterstützung für die in der Fabrik beschäftigten Mitglieder.*

**Art. 6.** Als Krankenunterstützung gewährt die Kasse den in der Fabrik beschäftigten Mitgliedern:

1. Vom Beginn der Krankheit ab freie ärztliche Behandlung, freie Arznei, sowie Brillen, Bruchbänder und ähnliche Heilmittel

Zu diesem Zweck hat der Kassenvorstand mit den

Aerzten, Apothekern und, wenn thunlich, mit Kraukenhäusern schriftliche Verträge abzuschliessen, und zwar in doppelter Ausfertigung, und höchstens für die Dauer von drei Jahren.

Diese Verträge müssen folgenden Bedingungen entsprechen:

1) ausser den kontrahierenden Aerzten und Apothekern werden alle zur Ausübung der Heilkunde im Grossherzogtum zugelassenen Aerzte und Apotheker, welche den Vertragsbestimmungen schriftlich be stimmen, in eine laufende Liste eingetragen, welche den Beteiligten zur Kenntniß gebracht wird;

2) Bei Beginn jeder Krankheit hat der Krauke das Recht aus dieser Liste einen Arzt und einen Apotheker zu wählen. Eine Abänderung an dieser Wahl während dem Laufe derselben Krankheit ist nur mit Genehmigung des Kassenvorstandes zulässig;

3) die Bezahlung aller zugelassenen Aerzte erfolgt nach einem durch die Generalversammlung nach Anhörung des Medizinalkollegiums zu bestimmenden Modus;

4) alle Reisekosten, welche im Interesse von Kassengliedern und andern nicht zur Kasse gehörigen Klienten verursacht werden, sind der Kasse im Verhältniss der Gesamtzahl der im Laufe derselben Reise besuchten Kranken zu vergüten.

In Rechnung werden nur die im Bezirke der Kasse ausgeführten Reisen gebracht, sofern der Kassenvorstand nicht anders bestimmt hat;

5) beim Verordnen der Arzneien, der Mineralwasser, der Weine, der Bruchbänder und aller anderen Heilmittel beobachten die Aerzte die durch die Regierung vorgeschriebenen Bestimmungen zwecks Behandlung der auf Kosten der Armenpflege behandelten Kranken sowie die durch den Kassenvorstand nach Anhörung des Medizinalkollegiums zu erlassenden Vorschriften;

6) der Kassenvorstand ordnet eine Krankenüberwachung an, „welcher alle Aerzte sich bedingungslos zu unterwerfen haben“;

7) die Apotheker müssen der Kasse die Arzneimittel, Weine, Mineralwasser, Bruchbänder und alle andern Heilmittel mindestens zu denselben Bedingungen wie den Armenbureaus liefern;

8) die in einem der Kasse nicht zugehörigen Krankenhause behandelten Kranken haben sich den Vorschriften dieser Anstalt zu unterwerfen;

9) sofern die Heilkunstverständigen die sie betreffenden Bestimmungen nicht gewissenhaft befolgen, so kann der Kassenvorstand dieselben wegen schwerer Pflichtwidrigkeiten dem Medizinalkollegium zur Verbängung weiterer Disciplinarstrafen anzeigen.

II. Im Falle der Erwerbsunfähigkeit vom dritten Tage nach dem Tage der Erkrankung ab für jeden Arbeitstag ein Krankengeld in Höhe der Hälfte:

des durchschnittlichen Tagelohnes der Mitglieder, welcher letzterer Tagelohn bei einem

Tagesverdienst	Durchschnittsverdienst	Krankengeld
1. von über fr. 5.00	fr. 5.00	beträgt fr. 2.50
2. von fr. 4.00-5.00	» 4.50	» 2.25
3. » » 3.00-4.00	» 3.50	» 1.75
4. » » 2.00-3.00	» 2.50	» 1.25
5. » » 1.00-2.00	» 1.50	» 0.75
6. » » 0.80-1.00	» 0.90	» 0.45

Findet eine anderweite Feststellung der vorstehenden Sätze durch die Regierung statt, so treten die neuen Sätze an die Stelle der vorstehenden. Dieselben sind durch Anschlag in allen Arbeitsräumen der Fabrik bekannt zu machen.

Unter die Bezeichnung von «Krankheiten» fallen auch die Verwundungen. Als Tag des Beginnes der Krankheit gilt der Tag der Anniedigung derselben, es sei denn, dass ihr früherer Ursprung unwiderleglich nachgewiesen werde.

Das Krankengeld wird bei jeder regelmässigen Löhnuug gezahlt, doch können auch Abschlagszahlungen, sowie Kredite auf Krankenlohn bewilligt werden.

Die Krankenunterstützung wird für die Dauer der Krankheit gewährt; sie endet spätestens mit dem Ablauf der dreizehnten Woche nach Beginn der Krankheit, im Falle der Erwerbsunfähigkeit (Absatz 1, Ziffer 5) spätestens mit Ablauf der dreizehnten Woche nach Beginn des Krankengeldbezuges. Endet der Bezug des Krankengeldes erst nach Ablauf der dreizehnten Woche nach dem Beginn der Krankheit, so endet mit dem Bezug des Krankengeldes zugleich auch der Anspruch auf die im Absatz 1 unter Ziffer 1 und 2 bezeichneten Leistungen.

Beamten, Werkmeistern und sonstigen gegen festes Gehalt angestellten, welche während der Dauer ihrer Krankheit dasselbe weiterbeziehen, wird in Krankheitsfällen das Gehalt derart gekürzt, dass dasselbe mit dem auszuzahlenden Krankengelde den Betrag des ihm zustehenden Gehaltes ausmacht. In keinem Falle sollen beide Bezüge zusammen das festgesetzte Gehalt übersteigen. — Falls bei Erkrankung eines gegen festes Gehalt angestellten Spinners ein anderer Spinner dessen Selfactor führt, wird der Verdienst des Letzteren von dem Gehalte des erkrankten Spinners in Abzug gebracht.

#### *Krankenunterstützung für nicht im Betriebe beschäftigte Mitglieder.*

**Art. 7.** Mitglieder, welche nach ihrem Ausscheiden aus der Fabrik bei der Kasse verbleiben (Art. 3 Nr. 2), erhalten als Krankenunterstützung, so lange sie sich im Bezirke der Gemeinde aufhalten, die Unterstützung nach Art. 6 nach derjenigen Mitgliederklasse, welcher sie vor ihrem Ausscheiden aus der Fabrik zuletzt angehört haben.

*Verpflegung im Krankenhouse.*

**Art. 8.** Der Vorstand kann an Stelle der Krankenunterstützung der Art. 6 und 7 freie Kur und Verpflegung im Krankenhouse gewähren, und zwar:

1) für diejenigen Mitglieder, welche verheirathet sind oder eine eigene Haushaltung haben oder Mitglieder der Haushaltung ihrer Familie sind, mit ihrer Zustimmung oder unabhängig von derselben, wenn die Art der Krankheit Anforderungen an die Behandlung oder Verpflegung stellt, welchen in der Familie des Erkrankten nicht genügt werden kann, oder wenn die Krankheit eine ansteckende ist oder wenn der Erkrankte wiederholt den in Art. 17 Nr. 2 erwähnten Vorschriften zuwidergehandelt hat, oder wenn dessen Zustand oder Verhalten eine fortgesetzte Beobachtung erfordert, worüber der behandelnde Arzt entscheidet;

2) für sonstige Erkrankte unbedingt.

Hat der in einem Krankenhouse Untergebrachte Angehörige, deren Unterhalt er bisher ganz oder theilweise aus seinem Arbeitsverdienste bestreiten hat, so ist neben der freien Kur und Verpflegung die Hälfte des in Art. 6 und 7 als Krankengeld festgesetzten Betrages zu gewähren.

*Unterstützung der Wöchnerinnen.*

**Art. 9.** Weiblichen Mitgliedern, welche innerhalb des letzten Jahres, vom Tage der Entbindung ab gerechnet, mindestens sechs Monate hindurch einer auf Grund des Krankenversicherungsgesetzes errichteten Krankenkasse angehört haben, wird im Falle der Entbindung auf die Dauer von vier Wochen nach ihrer Niederkunft, eine Unterstützung in Höhe des Krankengeldes gewährt. Erkrankungen, welche bei der Entbindung oder während der Dauer des Wochenbetts eintreten, begründen denselben Anspruch auf Unterstützung wie andere Erkrankungen.

In den im Art. 8 bezeichneten Fällen kann der Kassenvorstand den Wöchnerinnen freie Behandlung und Verpflegung in einem Krauenhouse oder in einem Asyle gewähren.

*Allgemeine Pflichten der Mitglieder bei Krankheitsfällen.*

**Art. 10.** Im Erkrankungsfalle hat das Mitglied sich durch Vermittelung seines unmittelbaren Vorgesetzten durch den Vorsitzenden des Vorstandes oder durch die von ihm bezeichnete Person einen Schein ausstellen zu lassen, welcher zunächst als Legitimation bei dem behandelnden Arzte dient.

Auf diesem Schein wird vermerkt:

A. durch den behandelnden Arzt:

1<sup>o</sup> Art, Beginn und wahrscheinliche Dauer der Krankheit,

2<sup>o</sup> ob der Kranke im Spital verpflegt wird, oder in seiner Wohnung,

3<sup>o</sup> Tag des Aufhörens und des Wiederbeginns der Arbeitsfähigkeit,

B. durch den Vorgesetzten:

1<sup>o</sup> Aus- und Wiedereintritt in die Arbeit,

2<sup>o</sup> Lohnsatz,

3<sup>o</sup> ob an Sonn- und Feiertagen von dem Mitgliede gearbeitet wurde oder nicht.

Über diese Scheine ist vom Aussteller, sowie von dem behandelnden Arzte ein Register mit Angabe der betreffenden Bemerkungen zu führen.

Behufs Erlangung des Krankengeldes meldet sich das Mitglied mit obigem Scheine bei dem Rechnungsführer, welcher auf demselben den zu beanspruchenden Krankenlohn berechnet und dann zur Auszahlung bringt, worauf das Mitglied auf demselben Scheine quittiert. Arbeitete das Mitglied an Sonn- und Feiertagen nicht, so werden diese Tage von denjenigen der Erwerbsunfähigkeit abgezogen.

Erkrankte und in Folge von Krankheit erwerbsunfähige Kassenmitglieder müssen die Vorschriften des sie behandelnden Arztes gewissenhaft befolgen und dürfen insbesondere ihre Wohnung nur mit Bewilligung des behandelnden Arztes verlassen, alkoholische Getränke nur auf Verordnung des Arztes geniessen, kein öffentliches Lokal besuchen, keine auf Erwerb gerichtete oder sonst ihre Genesung hindernde Handlung vornehmen, die Arbeit nicht aufzunehmen bevor der behandelnde Arzt sie für genesen erklärt hat.

Bei Zuwiderhandlungen gegen vorstehende Vorschriften, insoweit als dieselben durch Art. 17 Nr. 1 und 2 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 vorgesehen sind, werden die Krankengelder nicht ausbezahlt.

*Besondere Pflichten der aus der Fabrik ausgeschiedenen Mitglieder in Krankheitsfällen.*

**Art. 11.** An Kassemitglieder der im Art. 3 (§ 2) bezeichneten Art erfolgt die Auszahlung des Krankengeldes gegen kostenlose Einlieferung an den Kassenvorstand eines von einem zugelassenen Arzte ausgestellten Krankenscheines, in welchem die Zahl der Tage, während welcher der Erkrankte erwerbsunfähig war und erstmalig auch der Tag der Erkrankung angegeben sein muss.

Das Krankengeld ist bei der Kasse persönlich oder durch einen Bevollmächtigten zu erheben, sofern das Mitglied nicht bei Einsendung des Krankenscheines die Uebersendung durch Postanweisung auf seine Kosten beantragt.

Der Kassenvorstand ist befugt, für alle aus der Fabrik ausgeschiedenen Mitglieder besondere Ueberwachungsvorschriften zu erlassen und kann derselbe für Nichtbeachtung dieser Vorschriften Geldstrafen bis zu 20 Fr. verbürgen und die Auszahlung des Krankengeldes bis zur Feststellung des Anspruchs auf Zuwendung verweigern.

*Kürzung der Krankenunterstützung wegen Doppel-Versicherung.*

**Art. 12.** Die Mitglieder sind bei Vermeidung einer Ordnungsstrafe bis zu 20 Fr. verpflichtet, andere von ihnen persönlich oder von ihren Familienmitgliedern eingegangene Versicherungsverhältnisse, binnen sechs Tagen vom Tage des Eintritts in die andere Kasse oder vom Tage seines Beitriffs zu der neuen Krankenversicherung ab, dem Kassenvorstande anzuzeigen und demselben auf alle auf diese andere Versicherung bezüglichen Fragen gewissenhaft zu antworten.

Einem Mitgliede, welches gleichzeitig anderweitig gegen-Krankheit versichert ist, wird das durch Art. 6 und 7 festgesetzte Krankengeld so weit gekürzt, als dasselbe zusammen mit dem aus anderweitiger Versicherung bezogenen Krankengeld den vollen Betrag des durchschnittlichen Arbeitsverdienstes derjenigen Arbeiterkategorie, welcher das Mitglied angehört, übersteigen würde.

*Nichtbewährung und zeitweilige Aufhebung der Kranken-Unterstützung.*

**Art. 13.** Mitgliedern, welche sich eine Krankheit vorzüglich oder durch schuldhafe Beteiligung bei Schlägereien oder Raufhändeln, durch Trunkfälligkeit oder geschlechtliche Ausschweifungen zugezogen haben, kann die in Art. 6 und 7 vorgesehene Krankenunterstützung vom Kassenvorstande ganz oder teilweise vorerthalten werden.

Einem Kassenmitglied, welches bei statutenmässigen Unterstützungen unterbrochen oder im Laufe eines Kalenderjahres für dreizehn Wochen bezogen hat, wird im Falle einer neuen Erkrankung nur mehr der gesetzliche Mindestbetrag der Krankenunterstützung gewährt. Das selbe Mitglied kann erst nach Ablauf einer Zeitsperiode von wenigstens dreizehn Wochen vom Tage der letzten Unterstützungszuwendung ab bis zum Eintritt der neuen Erkrankung die vollen statutarischen Unterstützungsbeiträge wieder beziehen.

*Sterbegeld.*

**Art. 14.** Für den Todesfall eines Mitgliedes gewährt die Kasse ein Sterbegeld im zwanzigfachen Betrage des für den Versicherten massgebenden durchschnittlichen Tagelohnes, ohne dass jedoch dieser Betrag achtzig Franken übersteigen oder unter vierzig Franken herabgehen kann:

Bei Selbstmord ist das Sterbegeld nicht geschuldet.

Beim Tode der Ehefrau oder eines noch nicht vierzehnjährigen Kindes eines Mitgliedes wird, falls diese Personen nicht selbst dem Versicherungszwang unterliegen, ein Sterbegeld, und zwar für die ersten im Betrage von zwei Dritteln, für das letztere im halben Betrage des für das Mitglied festgestellten Sterbegeldes gewährt.

Das Sterbegeld wird beim Tode des Versicherten an dessen Witwe oder sonstige nahe Verwandte, welche sein Begräbnis besorgt haben, beim Tode der Ehefrau oder des Kindes an den Versicherten ausbezahlt und zwar binnen vierundzwanzig Stunden nach Eingang an den Präsidenten des Kassenvorstandes einer diesbezüglichen Anmeldung nebst einem Auszug aus dem Civilstandsregister.

*Unterstützung bei Erwerbslosigkeit.*

**Art. 15.** Personen, welche nach dem Ausscheiden aus der Mitgliederschaft einer Fabrik- oder Bezirkskrankenkasse erwerblos werden, behalten während der Dauer ihrer Erwerbslosigkeit ihre Ansprüche auf die gesetzlichen Mindestleistungen, jedoch nicht für einen längeren Zeitraum als sie der Kasse angehört haben und höchstens für drei Wochen.

Wenn in solchen Fällen der Unterstützungsberichtige ausserhalb des Bezirkes der Kasse wohnt, so ist Art. 53 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 anwendbar.

*Beiträge.*

**Art. 16.** Die Beiträge werden festgesetzt auf drei Prozent des durch Art. 6 Nr. 2 für jede der dort bezeichneten Mitgliederklassen festgesetzten durchschnittlichen Tagelohnes, und zwar:

Für die 1. Classe auf	Fr. 0,15 täglich,
» 2. » » . . . . .	» 0,13½ »
» 3. » » . . . . .	» 0,10½ »
» 4. » » . . . . .	» 0,07½ »
» 5. » » . . . . .	» 0,04½ »
» 6. » » . . . . .	» 0,02½ »

Die Beiträge sind an jedem Löhningstage, für die abgelaufene Löhningperiode, für die in der Fabrik beschäftigten versicherungspflichtigen Mitglieder von dem Arbeitgeber zur Kasse abzuführen. Die übrigen Mitglieder haben dieselben an den gleichen Tagen kostenfrei bei dem Kassenvorstand einzuzahlen.

Für die Dauer der Erwerbsunfähigkeit werden Beiträge nicht entrichtet.

Bei Feststellung der zu leistenden Beiträge wird jede Woche eine Löhningperiode mit sechs Arbeitstagen, ohne Berücksichtigung der Feiertage verrechnet, während die Arbeitstage an denen die Fabrik ruhte nicht in Anrechnung zu bringen sind.

**Art. 17.** Der Arbeitgeber ist befugt, an jedem Löhningstage seinen versicherungspflichtigen Arbeitern zwei Drittel des Betrages der für sie entrichteten Beiträge, soweit ihr Anteil auf die Löhningperiode entfällt, vom Lohne abzuhalten.

Streitigkeiten zwischen dem Arbeitgeber und den von ihm beschäftigten Personen über die Berechnung und Anrechnung der Beiträge der letzteren werden von der Aufsichtsbehörde entschieden. (Art. 42 des Ges.)

*Sonstige Einnahmen der Kasse.*

**Art. 18.** Ausser etwaigen freiwilligen Zuwendungen und den kraft gesetzlicher Bestimmung ihr zufallenden Strafgeldern, fließen in die Kasse die vom Vorstand auf Grund des Statuts verbüngten Strafgelder, sowie diejenigen, welche durch die für die Fabrik erlassene Arbeitsordnung vorgesehen sind. Für angerichteten Schaden entrichtete Entschädigungsgelder sind nicht als Strafgelder anzusehen.

*Besondere Rechte der Kasse.*

**Art. 19.** Die Fabrik-Krankenkasse ist eine Anstalt öffentlichen Nutzens und geniesst die durch Art. 15 des Gesetzes zugestandenen Rechte.

Für alle von der Kasse eingegangenen Verbindlichkeiten haftet den Gläubigern nur das Gemeinvermögen der selben.

Die den Unterstützungsberichtungen gegen die Kasse zustehenden Forderungen können mit rechtlicher Wirkung weder gepfändet, noch übertragen, noch verpfändet, noch anderweit als auf rückständige Beiträge aufgerechnet werden.

*Kassenführung und Rechnungslage.*

**Art. 20.** Der Arbeitgeber bestellt unter seiner Verantwortlichkeit und auf seine Kosten einen Buchhalter, welcher die gesammte Rechnungs- und Kassenführung wahrzunehmen hat.

Die Einnahmen und Ausgaben der Kasse sind von allen, den Zwecken der Kasse fremden Vereinnahmungen und Verausgabungen, getrennt festzustellen; ihre Bestände sind gesondert zu verwahren.

Der Rechnungsführer hat ein Kassenbuch zu führen, in das alle Einnahmen und Ausgaben der Kasse einzutragen sind. Dasselbe muss stets auf dem Laufenden gehalten sein, so dass zu jeder Zeit der Kassenstand festgestellt werden kann.

Der Buchführer stellt ferner den jährlichen Rechnungsabschluss, und die vorgeschriebenen Uebersichten über die Mitglieder, über Krankheits- und Sterbefälle, über die vereinnahmten Beiträge und die geleisteten Unterstützungen auf, welche sämtlich vom Vorstand geprüft und festgestellt, und dann der Aufsichtsbehörde eingereicht werden.

Der Vorstand hat die vom Kassenführer aufgestellte Jahresrechnung festzustellen, mit allen Belägen dem Revisionsausschuss (Art. 32 Nr. 1) zur Prüfung vorzulegen und spätestens bis zum 1. April des nächsten Jahres die Abnahme der Jahresrechnung bei der Generalversammlung zu beantragen.

**Art. 21.** Jeden Erkrankungsfall, welcher durch einen, nach dem Unfallversicherungsgesetze zu entschädigenden Unfall herbeigeführt ist, hat der Kassenführer, sofern mit dem Ablauf der vierten Woche der Krankheit die Erwerbs-

fähigkeit des Erkrankten noch nicht wiederhergestellt ist, binnen einer Woche nach diesem Zeitpunkt dem Vorstande der Unfall-Versicherungsgenossenschaft anzuzeigen.

*Anlage der Kassengelder.*

**Art. 22.** In der Kasse muss zur Deckung der laufenden Ausgaben stets ein entsprechender Barbestand vorhanden sein, welcher jedoch der Regel nach den Betrag einer Monatsausgabe nicht übersteigen darf. Die darüber hinausgehenden Bestände müssen auf den Namen der Kasse nach Vorschrift des Art. 36 des Kranken-Versicherungsgesetzes angelegt werden.

Reichen die Bestände nicht aus um die laufenden Ausgaben der Kasse zu decken, so sind vom Arbeitgeber die erforderlichen Vorschüsse zu leisten, welche ihm aus etwaigen späteren Ueberschüssen erstattet werden.

Werthpapiere der Kasse, welche nicht lediglich zur vorübergehenden Anlegung zeitweilig verfügbare Betriebsgelder für die Kasse erworben werden; sind bei dem Generaleinnehmer (Art. 36 des Kranken-Versicherungsgesetzes) niederzulegen. Die Niederlegungsscheine darüber sind mit den Kassenbeständen zu verwahren.

*Reservefonds.*

**Art. 23.** Die Kasse hat einen Reservefonds im Mindestbetrage der durchschnittlichen Jahresausgabe der drei letzten Jahre anzusammeln und erforderlichenfalls bis zu dieser Höhe zu ergänzen. So lange der Reservefonds diesen Betrag nicht erreicht, ist demselben mindestens ein Zehntel des Jahresbeitrages zuzuführen.

*Erhöhung der Beiträge und Ermässigung der Kassenleistungen.*

**Art. 24.** Ergibt sich aus den Jahresabschlüssen, dass die Einnahmen der Kasse zur Deckung ihrer Ausgaben, einschliesslich der Rücklagen, zur Ausammlung und Ergänzung des Reservefonds nicht ausreichen, so müssen die Kassenleistungen bis auf den Mindestbetrag des Art. 14 des Gesetzes gemindert und die Beiträge zu Lasten der Versicherten bis auf 5 pCt. des durchschnittlichen oder wirklichen Tagelohnes erhöht werden. (Art. 47 des Gesetzes.)

Werden die Ausgaben auch dann noch durch die gewöhnlichen Einnahmen nicht gedeckt, so haben die Arbeitgeber die zur Deckung derselben erforderlichen Zuschüsse aus eigenen Mitteln zu leisten, für welche Zuschüsse sie auch bei späterem besseren Stand der Kasse keine Rückerstattung fordern können.

*Ermässigung der Beiträge und Erhöhung der Kassenleistungen.*

**Art. 25.** Ergibt sich aus den Jahresabschlüssen, dass die Jahreseinnahmen die Jahresausgaben übersteigen, so ist, falls der Reservefonds das Doppelte der jährlichen

Durchschnittsausgabe erreicht hat, entweder eine Ermässigung der Beiträge oder eine Erhöhung der Kassenleistungen herbeizuführen.

*Allgemeine Bestimmungen über Beiträge und Kassenleistungen.*

**Art. 26.** Die Mitglieder sind der Kasse gegenüber lediglich zu den durch dieses Statut festgestellten Beiträgen verpflichtet. Andere Beiträge dürfen von ihnen nicht erhoben werden.

Zu anderen Zwecken als den statutenmässigen Unterstützungen, der statutenmässigen Ansammlung und Ergänzung des Reservefonds, und der Deckung der Verwaltungskosten, dürfen Beiträge von den Versicherten nicht erhoben werden, und Verwendungen aus dem Vermögen der Kasse nicht erfolgen.

*Organe der Kasse.*

**Art. 27.** Organe der Kasse sind der Kassenvorstand und die Generalversammlung.

*Zusammensetzung des Kassenvorstandes.*

**Art. 28.** Der Vorstand der Kasse besteht :

- a) aus dem Betriebsunternehmer oder dessen Vertreter, als Vorsitzenden, und dem Kassenvührer, welcher zugleich Vicepräsident ist; letzterer wird vom Unternehmer auf die Dauer von zwei Jahren genannt;
- b) aus ~~drei~~, von der Generalversammlung ohne Mitwirkung der Vertreter des Unternehmers aus der Mitte der stimmberechtigten Kassenmitglieder auf die Dauer von zwei Jahren gewählten Beisitzern.

Sobald die für Rechnung der Mitglieder zu zahlenden Beiträge fünf Siebentel der Gesamtbeträge übersteigen, ist bei der nächsten Wahl ein sechster Beisitzer und, sobald sie sechs Achtel übersteigen, ein siebenter Beisitzer zu wählen.

Die Wahl der Beisitzer kann durch Acclamation erfolgen, wenn im Schosse der Generalversammlung kein Einwand erhoben wird. Andernfalls ist sie geheim und erfolgt durch verdeckte Stimmzettel in der Weise, dass jeder Wählende so viele Namen aufschreibt, als Vorstandsmitglieder zu wählen sind. Gewählt sind diejenigen, welche die meisten Stimmen erhalten. Stimmen, welche auf nicht wählbare fallen, oder die Gewählten nicht deutlich bezeichnen, werden nicht mitgezählt. Bei Stimmengleichheit entscheidet das vom Vorsitzenden zu ziehende Los.

Die Wahl wird vom Präsidenten des Vorstandes oder von einem zu diesem Zwecke bestellten Vertreter geleitet. Nur die erste Wahl nach Errichtung der Kasse, sowie spätere Wahlen, bei welchen ein Vorstand nicht vorhanden ist, werden von einem Beauftragten der Aufsichtsbehörde geleitet.

Jedes Jahr scheiden abwechselnd drei und resp. zwei Beisitzer aus. Die drei Beisitzer, welche am Ende des ersten Kalenderjahres ausscheiden, werden durch das Los bestimmt. Die Neuwahl findet im Dezember statt. Die Gewählten treten ihr Amt am 1. Januar des folgenden Jahres an. Bis zum Eintritt derselben haben die Ausscheidenden ihr Amt weiter zu führen.

Scheiden mehr wie zwei Beisitzer vor Ablauf ihrer Amtszeit aus, so muss alsbald eine Generalversammlung zur Ersatzwahl für alle ausgeschiedenen Beisitzer berufen werden. Die Amtszeit der Ersatzmänner erlischt mit dem Jahre, mit welchem diejenige der ausgeschiedenen Beisitzer erloschen sein würde.

Über jede Wahlverhandlung ist ein Protokoll aufzunehmen.

Der Vorstand hat über jede Änderung in seiner Zusammensetzung und über das Ergebnis jeder Wahl der Aufsichtsbehörde binnen einer Woche Anzeige zu erstatten.

Ist die Anzeige nicht erstattet, so kann die Änderung dritten Personen nur dann entgegengesetzt werden, wenn bewiesen wird, dass sie letzteren bekannt war.

*Rechte und Pflichten des Vorstandes.*

**Art. 29.** Der Vorstand vertritt die Kasse gerichtlich und aussergerichtlich. Diese Vertretung erstreckt sich auf diejenigen Geschäfte und Rechtshandlungen, für welche nach den Gesetzen eine Spezialvollmacht erforderlich ist.

Verträge werden namens der Kasse von dem Vorsitzenden des Vorstandes und zwei Beisitzern vollzogen. Bei allen übrigen Rechtsgeschäften und Erklärungen vertritt der Vorsitzende den Vorstand nach aussen. Die Legitimation des Vorstandes oder seines Vorsitzenden bei allen Rechtsgeschäften wird durch eine Bescheinigung der Aufsichtsbehörde bewirkt.

Der Vorstand verwaltet alle Angelegenheiten der Kasse, soweit dieselben nicht durch Gesetz oder Statut ausdrücklich der Generalversammlung übertragen sind.

Der Vorsitzende beruft den Vorstand, so oft dies die Lage der Geschäfte erfordert. Er muss den Vorstand binnen zehn Tagen berufen, wenn zwei Beisitzer dies beantragen. Die Berufung erfolgt durch Zirkular. Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn der Präsident oder der Vicepräsident und wenigstens drei Beisitzer anwesend sind. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst, bei Stimmengleichheit entscheidet der Vorsitzende. Die Beschlüsse sind in einem besonderen Buche zu protokollieren.

Jedes Mitglied des Vorstandes ist berechtigt, den Gesundheitszustand der erkrankten Personen durch Besuche bei denselben zu prüfen. Desgleichen kann der Vorstand Krankenaufseher bestellen.

Die Vorstandsmitglieder versehen ihr Amt unentgeltlich.  
Sie haften der Kasse für pflichtgetreue Verwaltung gemäss Art. 38 des Krankenversicherungsgesetzes.

*Zusammensetzung der Generalversammlung.*

**Art. 30.** Die Generalversammlung besteht:

Aus sämmtlichen Kassenmitgliedern, welche grossjährig und im Besitze der bürgerlichen Ehrenrechte sind, mit Ausnahme derjenigen, welche der Kasse auf Grund des Art. 5 Nr. 2 angehören, sowie aus zwei Vertretern des Arbeitgebers. (Vgl. Art. 28 des Statuts § 5.)

Jedes Kassenmitglied führt eine Stimme. Die Vertreter des Arbeitgebers führen eine Stimme für je zwei in der Fabrik beschäftigte versicherungspflichtige und stimmberechtigte Mitglieder der Generalversammlung.

*Geschäftsordnung der General-Versammlung.*

**Art. 31.** Die Generalversammlung wird vom Vorstande unter Angabe der Verhandlungsgegenstände durch einen mindestens drei Tage vorher zu bewirkenden Anschlag in den Fabrikräumen berufen.

Ordentliche Generalversammlungen finden statt:

1. im Dezember jeden Jahres zur Vornahme der Wahl des Revisionsausschusses und der theilweisen Neuwahlen für den Vorstand;

2. im April jeden Jahres zur Beschlussfassung über die Abnahme der Jahresrechnung.

Ausserordentliche Generalversammlungen beruft der Vorstand nach Bedürfniss. Die Berufung der Generalversammlung muss binnen drei Wochen erfolgen, wenn der zehnte Theil ihrer Mitglieder es beantragt.

Jede vorschriftsmässig berufene Generalversammlung ist beschlussfähig.

Die Leitung der Generalversammlung steht dem vom Arbeitgeber zu bezeichnenden Vertreter zu.

Beschlüsse der Generalversammlung werden, soweit für einzelne Gegenstände durch dieses Statut nicht etwas anderes bestimmt ist, mit einfacher Stimmenmehrheit der in der Versammlung vertretenen Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

**Art. 32.** Ausser den von ihr vorzunehmenden Wahlen zum Vorstande, liegt der Generalversammlung ob:

1. Abnahme der Jahresrechnung und die Wahl eines Revisionsausschusses von drei Personen, welche nicht Kassenmitglieder zu sein brauchen, zur Prüfung der Jahresrechnung;

2. Beschlussnahme über die Verfolgung von Ansprüchen, welche der Kasse gegen Vorstandsmitglieder aus

deren Amtsführung erwachsen, und die Wahl der damit zu beauftragenden Personen:

3. Regelung der freien ärztlichen Behandlung und der freien Lieferung von Arzneien nach Anhörung des Medizinalkollegiums;

4. Beschlussnahme über Änderung des Statuts, namentlich auch über Änderung der Unterstützungen und der Beiträge, soweit sie nicht statutenmässig in Form einer veränderten Festsetzung der durchschnittlichen Tagelöhne eintreten;

5. Beschlussnahme über Anträge des Arbeitgebers auf Auflösung der Kasse.

Bei der Beschlussnahme und bei den Wahlen zu 1 und 2 ruhen die Stimmen der Vertreter des Arbeitgebers. Die Verhandlungen werden in Abwesenheit der Vertreter des Arbeitgebers von einem von der Generalversammlung aus ihrer Mitte zu wählenden Vorsitzenden geleitet. Im Uebriegen finden auf die Vornahme dieser Wahlen die Bestimmungen im Art. 28, § 5 Anwendung.

Die Auflösung der Kasse kann nur mit zwei Dritteln der vertretenen Stimmen beschlossen werden.

*Streitigkeiten und Beschwerden.*

**Art. 33.** Alle Beschwerden über Unterstützungszuwendungen sind schriftlich an den Vorstand zu richten, welcher an erster Stelle darüber zu entscheiden hat.

Im Uebriegen wird nach den im Art. 42 des Krankenversicherungsgesetzes erlassenen Vorschriften verfahren.

Beschwerden gegen Entscheide der Aufsichtsbehörde, über Verhängung von Ordnungsstrafen, sowie die Beschwerden auf dem Verwaltungsweg, sind gemäss Art. 34 des Kranken-Versicherungsgesetzes zu behandeln.

Ist die Kasse gesinnt, von dem ihr zustehenden Rechten, Beschwerde gegen eine Entscheidung der Regierung einzulegen, Gebrauch zu machen (Art. 26 § 3 und Art. 43 § 2 des Kranken-Versicherungsgesetzes), so hat die Generalversammlung hierüber in der gewöhnlichen Form einen Beschluss zu fassen, und den Vorstand oder einen oder mehrere Mitglieder desselben mit diesem Auftrag zu betrauen.

*Beaufsichtigung der Kasse und Inkraftsetzung.*

**Art. 34.** Die Aufsicht über die Kasse wird unter Oberaufsicht der Regierung von dem hierzu delegierten Fabrikinspektor wahrgenommen.

Gegenwärtiges Statut ist von den Draperies Luxembourgeoises zu Ettelbrück, nach Anhörung der in ihrer Fabrik zu Ettelbrück beschäftigten Personen, aufgestellt worden. Dasselbe tritt mit dem künftigen 1. Dezember 1902 in Kraft.

Les statuts pour les deux autres caisses visées par l'arrêté qui précède sont identiquement les mêmes que ceux reproduits ci-avant, sauf que le siège de la caisse est fixé pour la caisse de Pulvermühl à Pulvermühl, et pour la caisse de Schleismühl à Schleismühl.

*Avis. — Foires.*

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, les foires qui devraient se tenir à Wiltz et à Clervaux le mardi, 28 octobre prochain, ont été remises, à cause des élections communales qui auront lieu ledit jour, celle de Wiltz, au lundi 27, et celle de Clervaux, au mercredi, 29 du même mois.

Luxembourg, le 4 septembre 1902.

*Le Ministre d'Etat, Président  
du Gouvernement,  
EYSCHEN.*

Die Statuten der beiden andern in vorangehendem Beschlus angezogenen Kassen stimmen mit den vorstehenden genau überein, mit dem Vorbehalt, daß der Sitz der Kasse festgesetzt ist für die Kasse von Pulvermühl zu Pulvermühl, und für die Kasse von Schleismühl zu Schleismühl.

*Bekanntmachung. — Fahrmärkte.*

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind die am Dienstag, den 28. Oktober künftig zu Wilz und zu Clerf abzuhaltende Fahrmärkte, wegen der an jenem Tage stattfindenden Gemeinderathswahlen verlegt worden, und zwar derjenige von Wilz, auf Montag, den 27., und derjenige von Clerf, auf Mittwoch den 29. desselben Monats.

Luxemburg, den 4. September 1902.

*Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung,  
Eyschen.*

*Caisse d'épargne. — Situation au 1<sup>er</sup> août 1902.*

Dépôts effectués durant le mois de juillet 1902 . . . . .	fr. 889,388 19
Remboursements effectués " " "	" 404,697 02
Excédent des dépôts . . . . .	fr. 484,686 17
Dépôts effectués depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1902 au 1 <sup>er</sup> juillet 1902 . . . . .	fr. 5,750,960 72
Remboursements effectués " " "	" 2,432,580 90
Excédent des dépôts . . . . .	fr. 3,298,379 82
Avoir des déposants au 1 <sup>er</sup> janvier 1902, les intérêts de 1901 compris . . . . .	" 22,571,773 15
Intérêts bonifiés sur les livrets soldés depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1902 . . . . .	" 6,994 48
Total des dépôts . . . . .	fr. 26,361,833 62
Nombre de livrets existants au 1 <sup>er</sup> janvier 1902 . . . . .	37419
Livrets nouveaux ouverts depuis le " " "	4068
Livrets soldés depuis le " " "	2095
Excédent des livrets nouveaux . . . . .	1973
Total des livrets en cours . . . . .	39392